



COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE L'UD CGT DE L'AIN

Kalhyge Bourg-en-Bresse : STOP aux pressions, STOP aux manipulations SOUTIEN total à Ludovic RABUT.

Le mardi 24 février, une quinzaine de salarié·es, emmenée par un membre de l'encadrement, se sont rassemblés devant l'Inspection du travail, avec des slogans tels que « Non au harcèlement » et « Les syndicats sont surprotégés ». Dans le même temps, une pétition circule dans l'entreprise pour tenter de « justifier » un droit d'alerte... contre un élu CGT.

L'UD CGT de l'Ain le dit clairement : cette mise en scène vise à retourner les salarié·es contre leurs propres droits, à isoler un représentant du personnel, et à affaiblir la CGT à l'approche des élections professionnelles et de décisions importantes de restructuration suite au rachat par ANETT.

Nous rappelons un fait essentiel, documenté : le 8 octobre 2025, sur le temps et le lieu de travail, **Ludovic RABUT a été victime d'une agression verbale et physique** de la part de sa supérieure (coup de pied), en présence de témoins.

Il n'a pas "cherché" l'affaire. Il a fait ce que tout salarié a le droit (et parfois le devoir) de faire : alerter, signaler, saisir les acteurs compétents (CSE, médecine du travail, inspection du travail).

L'Inspection du travail a refusé l'autorisation de licenciement de Ludovic, décision notifiée à l'entreprise le 23 février 2026.

Cette décision s'impose : Ludovic doit pouvoir reprendre son poste sans intimidations, sans provocations, sans campagne interne, sans pression disciplinaire déguisée.

Depuis sa reprise mardi 24 février, plusieurs remontées concordantes font état d'une pression très forte sur Ludovic : tentatives d'isolement, climat délétère, accusations calomnieuses et "témoignages" instrumentalisés.

Nous le disons aux salarié·es de Kalhyge : quand **une direction veut "se débarrasser"** d'une CGT combative, elle procède toujours pareil :

- elle monte des équipes les unes contre les autres,
- elle fait passer le syndicat pour un "problème",
- elle fabrique un récit où la victime devient coupable,
- elle pousse des salarié·es à signer, à se positionner, à "choisir un camp".

Ce n'est pas "défendre Ludovic" contre "défendre les salarié·es".

Défendre Ludovic, c'est défendre le droit de chacune et chacun à ne pas subir de violences, à alerter, à se syndiquer, à voter librement.

La protection des représentant·es du personnel n'est pas un privilège : c'est une garantie démocratique, pour que celles et ceux qui portent la parole des salarié·es ne soient pas menacés de licenciement dès qu'ils dérangent.

Si on fait tomber un élu, on envoie un message à tout le monde : "Tais-toi, subis, et surtout ne t'organise pas."

Le CSE de Kalhyge Bourg-en-Bresse a d'ailleurs rendu un avis défavorable au projet de licenciement, Le CSE a contesté donc formellement la méthodologie et la partialité de ces deux « enquêtes » utilisées à charge.

L'UD CGT de l'Ain exige :

- l'arrêt immédiat de toute pression sur Ludovic RABUT ;
- la fin de toute manœuvre visant à pousser des salarié·es au "droit de retrait" ou à organiser une action contre un salarié (ce n'est pas le sens de ce droit !)
- des mesures de prévention et de protection du collectif de travail, avec association du CSE ;
- le respect strict de la liberté syndicale et l'interdiction de toute pression contre une organisation syndicale.

À celles et ceux qui travaillent à Kalhyge : ne vous laissez pas enfermer dans une version unique, celle de la direction.

Quand on vous fait signer une pétition, quand on vous convoque un par un, quand on vous souffle des slogans, quand on vous explique que "le problème c'est la CGT", posez-vous une question simple : **à qui ça profite ?**

La CGT est là pour défendre les droits de toutes et tous, y compris celles et ceux qui doutent, qui hésitent, qui ne sont pas syndiqués.

Nous appelons au calme, à la solidarité, et à la lucidité : on ne construit rien sur la peur, la rumeur et la mise à l'index.

Soutien total à Ludovic RABUT.

Stop aux pressions. Stop aux manipulations. Respect des droits, respect des salarié·es, respect de la démocratie sociale.

Union Départementale CGT de l'Ain
udain@cgt01.fr 04 74 22 16 48

Bourg-en-Bresse, le 24 février 2026

